



LE VIOLON

Paraît tous les samedis.

L'abonnement est de \$1.00 par année, inviolablement payable d'avance. Nous le vendons aux agents seize cents la douzaine.

Toutes communications doivent être adressées comme suit :

LE VIOLON,
45, Place Jacques-Cartier,
MONTREAL.

H. BERTHELOT, RÉDACTEUR.

MONTREAL, 14 JANVIER 1888

Il est officiellement annoncé que le gouvernement de Washington perçoit tous les mois des taxes au montant de treize millions de piastres pour lesquels il n'a aucun usage.

Le cabinet Cleveland qui est affligé d'un surplus mensuel aussi considérable pourrait l'utiliser en prêtant le surplus de deux jours au gouvernement Mercier à raison de 3½ pour cent.

Cela lui vaudrait infiniment mieux que de laisser prendre le goût de tinette à cette immense somme d'argent dans les coffres-forts de la république.

LETTRÉ DE WASHINGTON

LA COMMISSION DES ASILES EN SESSION.

Washington, 10 janvier 1888.

Mon cher Violon,

En réponse à une invitation du président Cleveland, je suis rendu dans la capitale des Etats-Unis pour expliquer au gouvernement américain la présence d'une petite bande de Canadiens qui s'y trouvait.

Cleveland en apprenant que j'étais arrivé m'a envoyé son cocher pour me conduire à la Maison Blanche, c'est comme ça qu'on appelle par là-bas la cambuse du premier bourgeois des Etats.

Cleveland me fit entrer dans son bureau privé, et après m'avoir offert un cigare il me dit comme ça : J'ai entendu parler de vous bien souvent, monsieur Ladébauche. Vous avez, dit-on, beaucoup voyagé. Vous êtes allé une vingtaine de fois à Londres pour donner des conseils à votre bourgeoise Madame Victoire, et trois ou quatre fois vous avez été vu dans la ville éternelle où vous vous êtes consulté avec les cardinaux du Sacré Collège à propos des difficultés religieuses dans votre pays. Vous êtes un homme de bons conseils et c'est pour cela que je vous ai fait venir à Washington. J'aimerais à avoir votre opinion sur certaines affaires qui m'intriguent beaucoup depuis quelques jours.

—Monsieur le président, lui répondis-je, il n'y a rien que je ne fasse pour vous obliger.

—Il est arrivé ici depuis quelques jours cinq ou six Canadiens. Ils rodent dans les rues et ils se plaisent beaucoup à visiter les asiles d'aliénés. Leur visite m'intrigue beaucoup. Il y en a un qui me paraît suspect. Il est long comme un poteau de télégraphe et son col a des proportions invraisemblables. Je l'ai fait filer par ma police secrète. D'après les rapports que j'ai reçus, sa présence à Washington me cause certaines inquiétudes. Ses discours alarmant nos concitoyens. Il dit qu'il a été envoyé dans notre ville par le gouvernement de M. Mercier, et que si les affaires ici ne vont pas à

son goût nous aurons certainement la guerre.

—Ah ! il a parlé de guerre. Alors je crois connaître le personnage. C'est un membre de notre fameuse commission des aliénés. Faites attention à cet homme-là. Soyez aux petits soins avec lui. Il y a un an, il a menacé les Canadiens de la guerre si sa politique ne triomphait pas.

—Vous êtes bien bon de m'avoir averti. Maintenant si vous voulez me rendre un grand service, vous allez vous mettre à la recherche de ce monsieur et vous me l'amènerez à la Maison Blanche, car je désire beaucoup faire sa connaissance et connaître les véritables motifs de son séjour à Washington.

—Avec plaisir, monsieur le président. Je vais vous fausser compagnie à l'instant et avant une couple d'heures, je vous le présenterai. Au revoir, monsieur.

—A bientôt, je vous attends tous les deux dans mon bureau privé.

Je sortis de la Maison Blanche et je me mis à battre le pavé de la ville. Après une demi-heure de marches et contre-marches, je finis par trouver l'individu que je cherchais dans une petite hôtellerie de la rue Jefferson. Il me reconnut à l'instant et me demanda l'objet de ma visite à Washington. Je lui répondis que je m'occupais de l'emprunt de M. Mercier et que je cherchais le Juif Solomon pour l'amener à mettre un peu d'eau dans son vin et lui montrer les avantages qu'il aurait à prêter son argent à 3½ pour cent. Finalement je communiquai à mon Canadien, qui s'appelait Nazaire de son petit nom, la mission que j'avais reçue du président Cleveland. M. Nazaire fut enchanté d'apprendre que le premier citoyen des Etats-Unis s'occupait de lui à ce point et il consentit à me suivre à la Maison Blanche.

Une dizaine de minutes plus tard, nous étions tous deux en présence de Cleveland.

Celui-ci, après la présentation de mon compatriote lui dit :

—J'aime bien mes cousins du Canada, mais, s'il n'y a pas d'indiscrétion, auriez-vous la bonté de me dire ce que font vos camarades à Washington ?

—Monsieur le président, j'appartiens à la Commission des asiles de fous de la province de Québec, et avec mes amis, je suis allé aux Etats-Unis recueillir des informations sur le système en usage dans les établissements de ce genre dans ce pays.

—Ah ça, mais les fous doivent être bien nombreux dans votre province, puisque le gouvernement se paie le luxe d'envoyer une commission dans les pays voisins.

—Dame, monsieur le président, dans mon pays, le nombre des fous est beaucoup plus fort qu'on ne le pense.

—Oui, monsieur a parfaitement raison, dis-je en mettant mon mot dans la conversation. Il y a des gens chez nous assez toqués pour croire que la Providence a envoyé son homme dans la province de Québec exprès pour la gouverner. Nous avons un gouvernement assez déraisonnable pour s'imaginer que les Américains vont nous prêter \$3,500,000 à trois et demi pour cent.

—Allons donc, interrompit Cleveland, jamais je ne croirai cela. Comment y aurait-il par chez vous des gens à la boussole assez détraquée pour avoir la prétention d'obtenir chez nous un emprunt à ce taux-là.

—Apparence, répondis-je, nos gazettes rouges répètent ça six fois par semaine.

—Je ne suis pas surpris en ce cas de voir que votre gouvernement sentait le besoin de créer une commission sur les lunatiques.

—Je suis membre de cette commission, monsieur le président, et je vous assure que mon chef, M. Mercier, m'a positivement déclaré qu'il avait trouvé de l'argent à 3½ par cent à New-York, je ne badine pas. Attendez quelques jours seulement et vous verrez qu'il avait raison.

—Écoutez, monsieur Nazaire, je ne veux pas en entendre plus long sur ce sujet. Je sais à quoi m'en tenir maintenant. Changeons de propos. Puisque je sais l'objet de votre visite aux Etats, y a-t-il quelque fa-

veur que je puisse vous accorder pour faciliter vos travaux parmi nous ?

—La seule faveur que j'ai à vous demander, répondit M. Nazaire, serait celle de me faciliter l'entrée dans vos asiles d'aliénés pour en étudier le fonctionnement.

Je vous accorderai ce privilège avec plaisir, mon cher monsieur, l'entrée vous sera très facile, mais je vous préviens que votre sortie de nos asiles offrira beaucoup de difficultés si vous vous avisez de prétendre que votre ami Mercier trouvera un emprunt chez nous à raison de 3½ par cent. Vous êtes averti, prenez garde. Encore un mot, monsieur Nazaire, les commissaires canadiens sont à la veille de discuter ici la question des pêcheries. Je suppose que vous allez vous rencontrer ensemble et que vos débats ne seront pas de nature à entraîner une guerre entre les deux pays à propos de morues et de maquereaux.

—Faites bien attention, monsieur le président, dit sententieusement M. Nazaire. Il faut que le gouvernement de Washington file doux, autrement, je vous avertis, vous aurez la guerre.

—La guerre !

—Oui, la guerre, vous l'aurez certainement.

—Ne vous faites pas de mauvais sang, M. Cleveland, soufflai-je à l'oreille du président. Je vous ai dit ce qu'était ce pistolet-là. Les ministres de Québec et leurs amis sont tous de petits poissons.

—Compris, compris, répondit le président.

Cleveland nous salua et nous reconduisit ensuite jusqu'à la porte de son bureau.

LADÉBAUCHE.

Tribulations d'un marchand de chaussures

La scène est dans un magasin de chaussures fashionable sur la rue Notre-Dame.

Mlle Piedplat.—Je voudrais avoir une paire de souliers.

Le marchand.—Quelle sorte voudriez-vous avoir. En cuir bronzé ?

Mlle P.—Oh, non, en cuir à patente.

Le marchand.—Quelle grandeur désirez-vous ?

Mlle P.—Je ne puis jamais me rappeler mon numéro. C'est deux et demi, je crois.

Le marchand.—Je verrai par votre bottine. Voulez-vous vous donner la peine de vous asseoir ?

Mlle P.—(ôtant une de ses bottines). Celles-ci sont beaucoup trop grandes.

Le marchand.—Vous avez raison, je voudrais simplement prendre votre bottine pour savoir comment trouver le point, que vous portez.

Mlle P.—Je ne comprends réellement comment j'ai pu faire pour acheter une paire aussi grande.

Le marchand.—(découvrant que les bottines sont des trois, qu'elles sont trop courtes et trop étroites pour son pied). Pour marcher dans les rues il vaut beaucoup mieux porter des bottines un peu larges.

Mlle P.—Mais assurément pas aussi larges que celles-ci.

Le marchand.—Elles sont meilleures comme cela.

Mlle P.—Les souliers doivent être beaucoup plus étroits.

Le marchand.—Oui, mademoiselle. (Il lui montre une paire).

Mlle P.—Oh ! ça ne fera pas. Je veux avoir des talons hauts.

Le marchand.—Alors celles-ci pourront vous faire. (Il lui montre un autre paire).

Mlle P.—Vous pouvez les essayer. (Voyant le numéro de la chaussure). Mais c'est horrible. Je n'ai jamais de ma vie porté d'affreux trois et demi.

Le marchand.—(un roué en affaires). Il y a différentes manufactures, mademoiselle, et les points varient en conséquence.

Mlle P.—En ce cas donnez-moi des chaussures d'une manufacture dont les points ne sont pas comme ceux-ci. Il m'est impossible de me chausser comme ça.

Le marchand.—Si vous voulez bien me permettre de vous essayer un de ces souliers, je verrai si cette forme peut vous convenir.

Mlle P.—Oh ! Je ne pourrais jamais le savoir avec une paire aussi horrible !

Le marchand.—(Prenant un No. 3). En voici une paire plus petite. (Il la met dans le pied avec difficulté).

Mlle P.—Non, je ne me sens pas bien là-dedans. Ce soulier est trop... trop...

Le marchand.—Trop étroit peut-être ?

Mlle P.—Non, pas trop étroit. Il me

serre trop sur le coude de pied ; j'ai le coude de pied si haut.

Le marchand.—Peut-être un soulier espagnol vous chaufferait mieux.

Mlle P.—J'en essaierai bien une paire.

Le marchand.—(Apportant une nouvelle paire). Est-ce que cette chaussure est plus confortable ?

Mlle P.—Oui, un peu, mais elle me serre un peu trop sur le dessus.

Le marchand.—Je pense qu'un soulier un peu plus large mettrait votre pied à l'aise.

Mlle P.—Oh ! non, je ne le pense pas.

Le marchand.—Les talons élevés jettent trop la pesanteur du corps sur le coude de pied.

Mlle P.—Je ne puis endurer les talons bas. C'est mon coude de pied qui fait toute la difficulté.

Le marchand.—(Essayant une autre paire). Comment celle-ci vous va-t-elle ?

Mlle P.—C'est un peu mieux. (Elle se met debout). Oui ; ce soulier me fait mieux du talon, je pense. Mais il est trop large aux orteils.

Le marchand.—C'est singulier, c'est la même grandeur que l'autre.

Mlle P.—Comment, mais ce soulier me bouffe à l'extrémité.

Le marchand.—(Essayant une autre paire.) Celle-ci est plus étroite.

Mlle P.—Oh ! mais je ne me sens pas le pied confortable là-dedans, mais pas du tout !

Le marchand.—(Au désespoir, essayant la première paire qu'il lui a montrée.) Essayez ce soulier, mademoiselle.

Mlle P.—Ça va mieux, oui, il me va mieux en arrière du talon.

Le marchand.—(Avec astuce). C'est un petit soulier très élégant.

Mlle P.—N'est-il pas un peu long ?

Le marchand.—Je ne le crois pas, mademoiselle.

Mlle P.—Mais oui, regardez donc, les orteils ne me vont que jusqu'ici !

Le marchand.—Oui, mais après que vous aurez marché pendant quelque temps avec ces souliers, vous verrez que les talons hauts pousseront votre pied en avant.

Mlle P.—(Se regardant devant une glace). Je n'aime pas beaucoup cette apparence carrée sur le dessus.

Le marchand.—Une jolie petite rosette fera disparaître cette apparence.

Mlle P.—Je ne puis pas endurer les rosettes. Elles défigurent un pied terriblement.

Le marchand.—C'est une question d'opinion.

Mlle P.—Je crois que je préfère cette paire à toutes les autres. Je pense que je vais la prendre.

Le marchand.—(Joyusement). Elle vous va comme un gant.

Mlle P.—Eh bien, vous pouvez les envoyer à Mademoiselle Piedplat No..... rue St Denis.

Le marchand.—(Boutonnant sa bottine). Oui, mademoiselle. (Il prend un billet de banque et va chercher la monnaie).

* * *

Mlle P.—(Qui examinait l'étalage pendant l'absence du marchand). Laissez-moi voir ces souliers bronzés qu'il y a là-bas dans la vitrine.

Le marchand.—(Les lui montrant). Une piastre cinquante.

Mlle P.—En avez-vous sans broderie ?

Le marchand.—Oui, mademoiselle. (Il lui en trouve une paire).

Mlle P.—Je crois que je vais en essayer une paire. (Elle se rasseoit).

Le marchand.—(Il lui enlève sa bottine). C'est là votre grandeur.

Mlle P.—Oh, non, vous badinez, ce soulier me serre trop au coude de pied.

Le marchand.—Est-ce que cette paire vous fait mieux ?

Mlle P.—Elle est trop large.

Le marchand.—Essayez celle-ci.

Mlle P.—Elle est trop large aux orteils.

Le marchand.—En voici une autre paire.

Mlle P.—Celui-là me va assez bien ; mais les souliers de bronze exigent des bas de même nuance.

Le marchand.—(Soulagé). Ils paraissent certainement beaucoup mieux.

Mlle P.—Vous pouvez envoyer chez moi la paire en cuir à patente que j'ai choisie. Je passerai chez vous un autre jour pour les bronzés.

Le marchand.—Très-bien, Mademoiselle. (A part). Cette fois là, j'espère bien que je serai absent de mon magasin.

—Tu m'as dit, Arthur, que le médecin t'avait conseillé de boire du brandy. Est-ce que cela t'a fait du bien ?

—Du bien, oui, je le penserais. J'en ai eu une cruche de deux gallons il y a quinze jours et j'avais de la difficulté à la lever. Maintenant je puis la porter dans ma chambre au bout de mon bras.